

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE ANNEE 2024

**CAISSE DES ECOLES
DE BREUILLET**

***COMITE
DU 20 NOVEMBRE 2023***

Mis en ligne le 27/11/2023 à 17h11

**REÇU EN PREFECTURE
le 27/11/2023**

Application agréée E-legalite.com

21_D0-091-269103131-20231120-20237-DE

CONTEXTE JURIDIQUE

La tenue d'un débat d'orientation budgétaire est une étape obligatoire du cycle budgétaire dans les communes de 3 500 habitants et plus et dans les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Afin d'améliorer la transparence financière, l'article 107 de la loi NOTRe du 7 août 2015 a formalisé le contenu de ce débat, en imposant à l'exécutif la réalisation d'un rapport sur les orientations budgétaires.

Le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission de ce rapport ont été précisés par le décret 2016-841 du 24 juin 2016.

CONTENU DU ROB

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil municipal dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), sur lequel s'appuie le débat d'orientation budgétaire (DOB).

Ce rapport comporte les informations suivantes :

- les **orientations budgétaires** envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement en précisant notamment les hypothèses retenues en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarifications, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières avec l'EPCI.

- la **présentation des engagements pluriannuels**, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes.

Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

- des **informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette** contractée et les perspectives pour le projet de budget.

Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

PUBLICATION ET TRANSMISSION DU RAPPORT

Le rapport est transmis par la commune au président de l'EPCI à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de 15 jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les 15 jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Source : CGCT, art. L. 2312-1, R. 2312-2, L. 5211-36 et D. 5211-18-1

Mis en ligne le 27/11/2023 à 17h11

REÇU EN PREFECTURE

le 27/11/2023

Application agréée E-legalite.com

21_D0-091-269103131-20231120-20237-DE

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

Table des matières

I. Le contexte international et national.....	3
A. Le contexte international	3
B. Le contexte national	3
C. Les orientations du Projet de Loi de finances (PLF) 2024.....	4
D. Le « nouveau » projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027	5
II. L'analyse rétrospective 2017 – 2023.....	6
A - La section de fonctionnement.....	6
B – La section d'investissement.....	12
III – Les orientations du Budget Primitif 2024.....	12
A – La section de fonctionnement.....	12
B – La section d'investissement.....	14

Mis en ligne le 27/11/2023 à 17h11

REÇU EN PREFECTURE
le 27/11/2023

Application agréée E-legalite.com

21_D0-091-269103131-20231120-20237-DE

I. Le contexte international et national

A. Le contexte international

Après la pandémie de COVID-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie, la reprise mondiale demeure lente et inégale. L'activité économique est encore loin d'avoir repris la trajectoire qu'elle suivait avant la pandémie malgré sa résilience sur l'année 2023.

La croissance mondiale devrait ralentir et être ramenée de 3,5 % en 2022 à 3,0 % en 2023 et 2,9 % en 2024.

Dans les pays avancés, on attend un ralentissement de la croissance passant de 2,6 % en 2022 à 1,5 % en 2023 et 1,4 % en 2024. Même si le dynamisme des Etats-Unis est plus fort que prévu, la croissance est inférieure aux prévisions dans la zone euro. Les pays émergents et les pays en développement devraient voir leur croissance reculer légèrement de 4,1 % en 2022 à 4,0 % en 2023 et 2024, notamment du fait de la crise du secteur de l'immobilier en Chine.

L'inflation mondiale devrait progressivement reculer, passant de 8,7 % en 2022 à 6,9 % en 2023, puis à 5,8 % en 2024. Elle ne devrait pas retrouver sa valeur cible de 2,3 % avant 2025 dans la plupart des pays. D'autres chocs climatiques et géopolitiques pourraient cependant provoquer de nouvelles flambées des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

B. Le contexte national

L'inflation IPCH (Indice des Prix à la Consommation Harmonisé) - indicateur permettant d'apprécier le respect du critère de convergence portant sur la stabilité des prix – est en net recul depuis plusieurs mois. Après un pic à 7,3 % en février 2023, elle se replie à 5,1 % en glissement annuel en juillet. Août 2023 connaît un rebond à 5,7 % en glissement annuel avec la hausse des prix de l'énergie (prix du pétrole et hausse de 10 % des tarifs réglementés de vente de l'électricité effective au 1^{er} août 2023). En moyenne annuelle, l'inflation totale s'établirait à 5,8 % en 2023, 2,8 % en 2024 et 2,1 % en 2025.

La croissance serait plus résiliente qu'attendue en 2023, suivie par une reprise un peu plus progressive. La croissance du PIB devrait être de 0,9 % en 2023, tirée par l'activité de raffinage (fin de grèves dans les raffineries) et un retour à la normale de la production d'électricité. Une croissance équivalente est attendue pour 2024 pour atteindre une croissance de 1,3 % en 2025.

Bien que dynamique, les créations d'emplois salariés se modèrent. Le taux de chômage a augmenté de 0,1 point malgré la reprise de croissance enregistrée. Celui-ci devrait s'élever à 7,2 % au deuxième trimestre 2023 pour progressivement atteindre 7,8 % fin 2025, ce qui resterait inférieur à son niveau de 2019.

C. Les orientations du Projet de Loi de finances (PLF) 2024

Le PLF 2024 est marqué par la lutte contre l'inflation et la baisse du déficit public dans un contexte d'incertitudes au niveau international et de remontée des taux d'intérêt. Il prévoit 16 milliards d'euros d'économies par la fin du « quoi qu'il en coûte » :

- 10 Mds€ pour les dispositifs de soutien face à la hausse du coût de l'énergie,
- 5,5 Md € de réduction des aides aux entreprises et à la politique de l'emploi
- 700 M€ suite à la réforme de l'assurance chômage.

1- Le soutien à l'investissement local

Pour 2024, le montant global pour la Dotation de Soutien à l'Investissement Local, la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux s'élève à 2Mds € en légère hausse par rapport à 2023.

L'état renforce le verdissement de ces dotations par la prolongation et l'abondement du fonds vert à hauteur de 2,5 Md € et abonde la dotation de biodiversité en la fixant à 10 M €.

Pour l'ensemble de ces dotations, le caractère écologique des projets portés par les collectivités est pris en compte pour définir le taux de financement :

- De 25 % à 30 % pour la DSIL
- 20 % pour la DETR
- 25% pour la DSID

2 - La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

La DGF augmenterait pour 2024 à 27,1 Mds€ contre 26,9 Mds€ en 2022.

Pour le bloc communal, l'augmentation serait de 220 M € contre 320 millions d'euros en 2023. 60 % des communes devraient enregistrer une hausse de leur DGF en 2024.

Cette augmentation serait répartie pour 100 M € à destination de la Dotation de Solidarité Rurale, 90 M € à destination de la Dotation de Solidarité Urbaine et 30 M€ à destination de la Dotation d'Intercommunalité.

Pour 2024, le montant de la Dotation Forfaitaire anticipé pour la commune de Breuillet est de 1 050 000 €, en stabilité par rapport à 2023. L'enveloppe de la Dotation de Solidarité Rurale est maintenue à 151 000 €.

La hausse de la DGF étant principalement destinée au financement de la croissance des dotations de péréquation, la Dotation Nationale de Péréquation pour 2024 est évaluée à 90 000 € contre 75 000 € en 2023.

3 - Création d'une nouvelle exonération de taxe foncière

Mis en ligne le 27/11/2023 à 17h11

REÇU EN PREFECTURE
le 27/11/2023

Application agréée E-legalite.com

21_D0-091-269103131-20231120-20237-DE

L'article 6 du PLF 2024 crée une nouvelle exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux anciens (plus de 40 ans) ayant bénéficié d'une importante opération de rénovation.

Il s'agit d'une exonération de longue durée de 15 à 25 ans sur la demande d'agrément est déposée entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2026.

A ce stade, les modalités de compensation du manque à gagner fiscal pour les collectivités restent à définir.

4 – Dotation pour les titres sécurisés

Cette dotation est versée aux communes équipées d'une ou plusieurs stations d'enregistrement des demandes de passeports et de cartes nationales.

Afin d'accélérer la délivrance des cartes d'identité et des passeports, cette dotation devrait être portée à 100 M € en 2024 contre 52 M € en 2023.

D. Le « nouveau » projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027

En 2022, le Projet de Loi de Programmation des finances Publiques 2023-2027 n'avait pas pu être adopté suite à un échec de consensus lors de la commission mixte paritaire le 15 décembre 2022. La procédure a été relancée en 2023 puis le texte a été adopté le 29 septembre 2023 en application de l'article 49.3.

Ainsi l'objectif assigné aux collectivités est une évolution de leurs dépenses de fonctionnement inférieure à l'inflation -0,5%. La loi de programmation annule les contrats Etat/collectivités ainsi que les dispositifs de sanction.

Plusieurs éléments sont présents dans le texte :

- Sanctuarisation de l'enveloppe globale répartie de la DGF jusqu'en 2027
- Maintien de 2 Mds € annuel pour la DSIL
- Maintien de 2,5 Mds € pour le fonds vert
- Pas d'importante réforme de la fiscalité locale à attendre d'ici la fin du quinquennat
- Engagement de l'Etat à mener, de concert avec les collectivités, un travail de simplification des normes encadrant l'action publique locale

II. L'analyse rétrospective 2017 – 2023

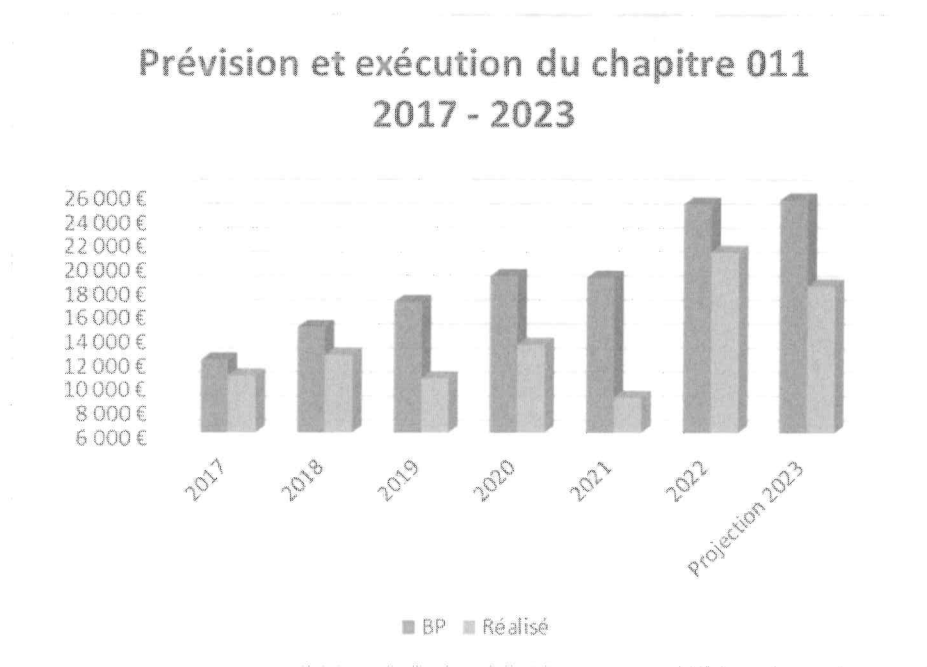
A - La section de fonctionnement

1 – Les dépenses de fonctionnement

✚ Les dépenses à caractère général (chapitre 011)

Chapitre 011

Exercice	BP	Réalisé	En %
2017	12 050 €	10 735 €	89%
2018	14 760 €	12 469 €	84%
2019	16 854 €	10 514 €	62%
2020	19 019 €	13 298 €	70%
2021	18 896 €	8 923 €	47%
2022	24 990 €	20 989 €	84%
Projection 2023	25 349 €	18 188 €	72%



L'exécution du chapitre 011 est en baisse de 13,34% entre l'exercice 2022 et 2023.

Cette baisse de dépenses s'explique principalement par un stock restant de l'année 2022, utilisé pour l'année 2023.

⬇ Les charges de personnel (chapitre 012)

Chapitre 012

Exercice	BP	Réalisé	En %
2017	3 520 €	3 483 €	99%
2018	3 520 €	3 472 €	99%
2019	3 500 €	3 473 €	99%
2020	3 625 €	698 €	19%
2021	- €	- €	0%
2022	- €	- €	0%
Projection 2023	- €	- €	0%



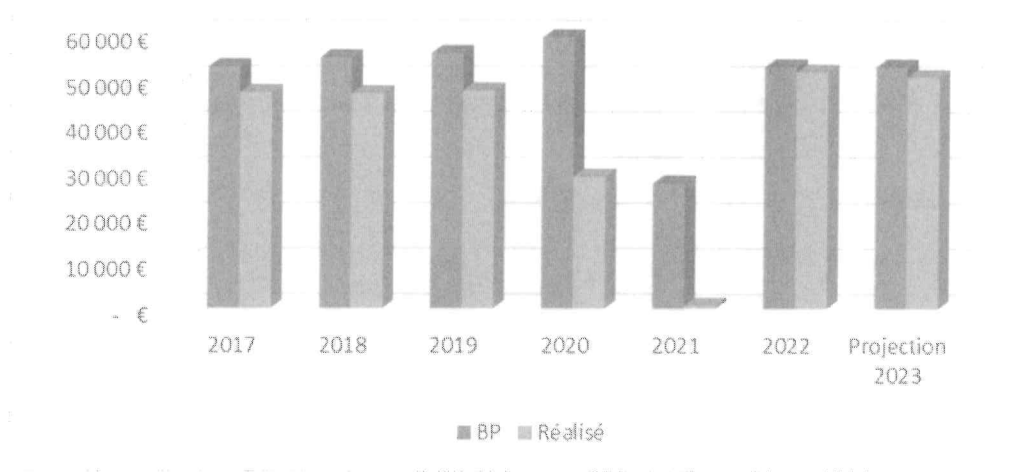
Depuis 2021 la gestion des charges de personnel a été modifiée. Plus aucune indemnité n'est versée par le budget de la Caisse des Ecoles.

✚ Autres charges de gestion courante (chapitre 65)

Chapitre 65

Exercice	BP	Réalisé	En %
2017	52 906 €	47 310 €	89%
2018	54 975 €	47 104 €	86%
2019	55 926 €	47 737 €	85%
2020	59 389 €	28 899 €	49%
2021	27 449 €	632 €	2%
2022	53 010 €	51 845 €	98%
Projection 2023	53 010 €	50 757 €	96%

Prévision et exécution du chapitre 65
2017 - 2023



Ce chapitre globalise les dépenses liées :

- À la gestion dématérialisée des actes administratifs (actes et comptabilité) ;
- Aux subventions versées aux coopératives scolaires ;
- Aux aides spécifiques facultatives destinées aux familles en difficultés.

⬇ Dotations aux amortissements (chapitre 042)

Chapitre 042

Exercice	BP	Réalisé	En %
2017	3 800 €	3 711 €	98%
2018	3 050 €	3 042 €	100%
2019	2 000 €	1 969 €	98%
2020	900 €	873 €	97%
2021	160 €	159 €	99%
2022	160 €	159 €	99%
Projection 2023	160 €	159 €	99%



Ce chapitre est impacté par des mouvements d'ordre concernant les dotations aux amortissements. Actuellement, il ne reste plus qu'une immobilisation en cours d'amortissement sur le budget Caisse des Ecoles. A partir de 2024, il n'y a plus d'amortissement à réaliser sur le budget Caisse des Ecoles.

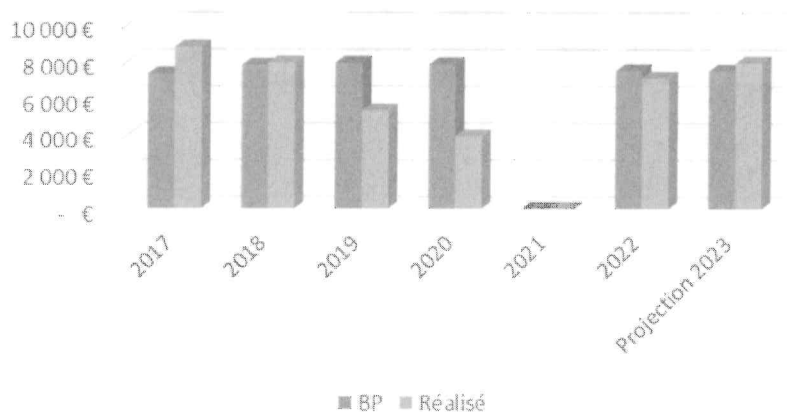
2 - Les recettes de fonctionnement :

↓ Produits des services (chapitre 70)

Chapitre 70

Exercice	BP	Réalisé	En %
2017	7 324 €	8 782 €	120%
2018	7 810 €	7 937 €	102%
2019	7 935 €	5 335 €	67%
2020	7 850 €	3 931 €	50%
2021	- €	- €	0%
2022	7 500 €	7 090 €	0%
Projection 2023	7 500 €	7 942 €	106%

Prévision et exécution du chapitre 70 2017 - 2023

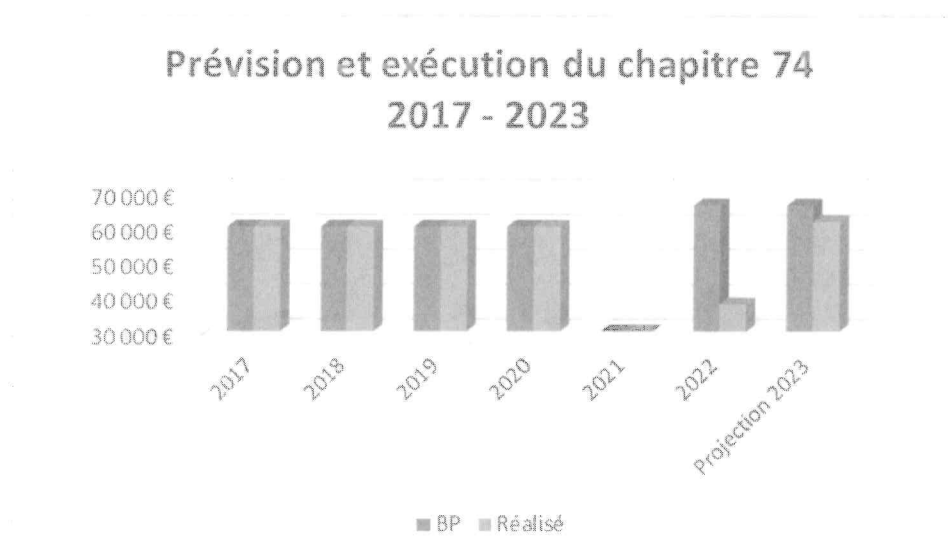


Jusqu'en 2018, les dons des familles étaient encaissés sur ce chapitre. A compter de 2019, leur encaissement a été imputé au chapitre 77 – produits exceptionnels. Le montant exécuté correspond à la participation des coopératives aux spectacles.

✚ Dotations et subventions (chapitre 74)

Chapitre 74

Exercice	BP	Réalisé	En %
2017	60 000 €	60 000 €	100%
2018	60 000 €	60 000 €	100%
2019	60 000 €	60 000 €	100%
2020	60 000 €	60 000 €	100%
2021	5 000 €	- €	0%
2022	66 160 €	37 769 €	57%
Projection 2023	66 160 €	61 469 €	93%



Le budget Caisse des Ecoles reçoit de la ville une subvention de fonctionnement dont le montant a diminué depuis 2016 de 10 000 € car les investissements numériques et informatiques à destination des écoles sont désormais affectés au budget de la Ville. Le montant versé en 2023 permet de maintenir l'excédent de ce budget entre 5 000 € et 10 000 €.

B – La section d'investissement

1 - Les dépenses d'investissement

✚ Immobilisations corporelles (chapitre 21)

Les derniers investissements effectués sur la caisse des écoles datent de 2014 et 2015. Depuis, aucun investissement n'a été réalisé sur ce budget.

2 - Les recettes d'investissement

✚ Opérations d'ordre entre sections (chapitre 040)

Les opérations d'amortissement constituent l'unique recette d'investissement sur le budget de la Caisse des écoles (autofinancement)

III – Les orientations du Budget Primitif 2024

Les orientations budgétaires 2024 font apparaître un équilibre à 58 220 € en dépenses et en recettes.

A – La section de fonctionnement

1 - Les dépenses de fonctionnement :

Les principales évolutions proposées sont les suivantes :

CHAPITRE 011 – Charges à caractère général : 6 300€

- **Remise des prix.**

La CDE offre aux enfants de Breuillet pour cette cérémonie :

- Un dictionnaire pour les futurs CP : 1 800€
- Une calculatrice pour les futurs collégiens : 3 500€

- **Projet PACTE :**

- Achat d'harmonicas : 300€

Mis en ligne le 27/11/2023 à 17h11

REÇU EN PREFECTURE
le 27/11/2023

Application agréée E-legalite.com

21_D0-091-269103131-20231120-20237-DE

D'autre part, afin de remplir ses obligations réglementaires la Caisse des Ecoles est dotée d'un parapheur Bon de Commande et d'une passerelle pour la transmission de ses actes, pour un montant total de 700€.

CHAPITRE 012 – Charges du personnel : 0 €

Il n'y a plus de charges de personnel à compter du budget 2021.

CHAPITRE 042 - Dotation aux amortissements : 0 €

L'ensemble des immobilisations de la Caisse des Ecoles ont été amorties.

CHAPITRE 65 - Autres Charges de gestion courante : 51 920€

Ce chapitre fluctue chaque année en fonction des effectifs constatés et regroupe principalement :

- Les aides financières liées à des besoins scolaires et octroyées aux enfants par la CDE ;
- Les subventions coopératives scolaires calculées comme suit :

<i>Nature des attributions aux coopératives scolaires</i>	<i>Tarifs 2021</i>	<i>Tarifs 2022</i>	<i>Tarifs 2023</i>	<i>Tarifs 2024</i>	<i>Coefficient multiplicateur</i>

Maternels	40,00 €	40,00 €	40,00 €	40,00 €	par élève
Elémentaires	59,00 €	59,00 €	59,00 €	59,00 €	par élève

SITES							
Maternelle Les Graviers	Elémentaire Camille Magné			Maternelle Port Sud	Elémentaire Port Sud		
Effectifs scolaires	Effectifs scolaires	ULIS	TOTAL	Effectifs scolaires	Effectifs scolaires	ULIS	TOTAL
207	339	12	351	153	263	10	273
Nombre de classes	Nombre de classes	Nombre de classes	TOTAL	Nombre de classes	Nombre de classes	Nombre de classes	TOTAL
8	14	1	15	6	11	1	12
8 280,00 €				6 320,00 €			
	20 709,00 €				16 107,00 €		
8 280,00 €	20 709,00 €			6 320,00 €	16 107,00 €		
8 280 €	20 709 €			6 320 €	16 107 €		
51 416 €							

Mis en ligne le 27/11/2023 à 17h11

REÇU EN PREFECTURE
le 27/11/2023

Application agréée E-legalite.com

21_D0-091-269103131-20231120-20237-DE

2 - Les recettes de fonctionnement :

CHAPITRE 74 – Dotations et subventions : 57 220 €

Ce chapitre retrace la subvention de fonctionnement que la ville attribue à la CDE chaque année. Ce montant sera révisé au moment du Budget Supplémentaire en fonction du résultat de l'exercice 2023.

CHAPITRE 75 – Autres produits de gestion courante : 1 000 €

Les produits issus de ce chapitre découlent des dons des parents.

B – La section d'investissement

Il n'y a pas d'investissement de prévu pour l'année 2024.

Pour information, la CDE n'a pas de programme pluriannuel d'investissements et n'a pas contracté d'emprunt laissant apparaître une dette.

Mis en ligne le 27/11/2023 à 17h11

REÇU EN PREFECTURE
le 27/11/2023

Application agréée E-legalite.com

21_D0-091-269103131-20231120-20237-DE

Rapport d'orientation budgétaire – résumé

Introduction :

La tenue d'un débat d'orientation budgétaire est une étape obligatoire du cycle budgétaire dans les communes de 3 500 habitants et plus et dans les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Contenu du ROB :

I – Contexte international et national

II – Analyse rétrospective 2017-2023

II – Les orientations du Budget Primitif 2024

I – Contexte international et national

A : contexte international

- Ralentissement de la croissance mondiale
- Recul de l'inflation

B : contexte national

- Croissance plus résiliente en France avec une prévision 2024 : + 0.9 %
- Recul de l'inflation en 2024 à 2,8 %

C : Les orientations du Projet de Loi de Finances (PLF) 2024

Objectif du PLF 2024 :

- Lutte contre l'inflation
- Fin du « quoi qu'il en coûte »

Pour les collectivités : légère hausse des dotations d'investissement et de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

II – Analyse rétrospective 2017/2023

A : dépenses de fonctionnement

- Chapitre 011 : charges à caractère général

L'exécution du chapitre 011 est en baisse de 13,34% entre l'exercice 2022 et 2023.

Cette baisse de dépenses s'explique principalement par un stock restant de l'année 2022, utilisé pour l'année 2023.

- Chapitre 012 : charges de personnel

Plus de frais de personnel depuis 2021

Mis en ligne le 27/11/2023 à 17h11

REÇU EN PREFECTURE

le 27/11/2023

Application agréée E-legalite.com

21_D0-091-269103131-20231120-20237-DE

- Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante

Ce chapitre globalise les dépenses liées :

- À la gestion dématérialisée des actes administratifs (actes et comptabilité) ;
- Aux subventions versées aux coopératives scolaires ;
- Aux aides spécifiques facultatives destinées aux familles en difficultés.

Le montant du chapitre est stable depuis 2022.

- Chapitre 042 : dotations aux amortissements

Montant stable entre 2022 et 2023. Plus d'amortissement en 2024.

B : recettes de fonctionnement

Le montant de la subvention ville est adapté pour maintenir l'excédent du budget entre 5 000 € et 10 000 €.

Pas de dépenses d'investissement sur le budget de la caisse des écoles.

III – Les orientations du Budget Primitif 2024

A – La section de fonctionnement

I – Dépenses de fonctionnement

- Chapitre 011 : charges à caractère général

Prévisions :

Achat dictionnaire pour les futurs CP : **1 800 €**

Calculatrice pour les futurs collégiens : **3 500 €**

Achat d'harmonicas : **300 €**

Fonctionnement administratif logiciel : **700 €**

- Chapitre 65 : charges de gestion courante :

Subventions aux coopératives scolaires : **51 416 €**

Aides financières auprès des familles : **504 €**

II – recettes de fonctionnement

Subvention ville : **57 220 €**

Dons des familles : **1 000 €**

ASSEMBLEE DU COMITE DE LA CAISSE DES ECOLES
AVIS DU COMITE
DE LA CAISSE DES ECOLES

2023 ⁷ CDE

OBJET : RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2024

En exercice

7

Présents

5

Votants

6

MEMBRES DE LA COMMISSION	POUR (A)	CONTRE (B)	ABSTENTION	REFUS DE VOTE	REPORT
Mme MAYEUR	α				
Mme RICHARD	α				
Mme BRUNEL <i>Po. Richard</i>	α				
Mme SIMEANT	α				
Mme PRADINES	α				
Mme RODRIGUES	α				
M. MATONDA SAKALA	<i>ABS</i>				
TOTAL	<i>6</i>				
EXPRIMES (A+B)	<i>6</i>				

Breuillet, le 20/11/2023

Signature de la Présidente



Mis en ligne le 27/11/2023 à 17h11

REÇU EN PREFECTURE
le 27/11/2023

Application agréée E-legalite.com

21_D0-091-269103131-20231120-20237-DE